

à chacun des lieux où sont détenus des produits énergétiques imposables.

En outre, les dispositions de l'article 11 de la loi du 22 décembre 2009 relative au régime général d'accise sont d'application.

**Art. 4.** Notre Ministre des Finances arrête les mesures d'exécution relatives à la réduction du droit d'accise spécial fixée à l'article 1<sup>er</sup>, § 1<sup>er</sup>. A cet effet, il peut prescrire que les détenteurs ou les destinataires de produits énergétiques imposables doivent déclarer leurs stocks et, le cas échéant, qu'ils fournissent toutes informations et pièces probantes démontrant que les carburants concernés sont utilisés pour leurs propres besoins.

**Art. 5.** Le présent arrêté entre en vigueur le 1<sup>er</sup> novembre 2015.

**Art. 6.** Notre Ministre des Finances est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 26 octobre 2015.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre des Finances,  
J. VAN OVERTVELDT

afzonderlijk tarief van de accijnzen van toepassing is. Deze bepaling geldt voor elke plaats waar energieproducten voorhanden zijn.

Bovendien zijn de bepalingen van artikel 11 van de wet van 22 december 2009 betreffende de algemene regeling inzake accijnzen van toepassing.

**Art. 4.** Onze Minister van Financiën regelt de uitvoeringsmaatregelen in verband met de bij artikel 1, § 1, bedoelde verlaging van de aanvullende bijzondere accijns. Hij kan hierbij voorschrijven dat de bezitters en de geadresseerden van belastbare energieproducten aangifte moeten doen van hun voorraden en, in voorkomend geval, alle nodige inlichtingen en bewijsstukken verstrekken om aan te tonen dat de bedoelde motorbrandstoffen uitsluitend voor hun eigen behoeften worden aangewend.

**Art. 5.** Dit besluit treedt in werking op 1 november 2015.

**Art. 6.** Onze Minister van Financiën is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 26 oktober 2015.

FILIP

Van Koningswege :  
De Minister van Financiën,  
J. VAN OVERTVELDT

SERVICE PUBLIC FEDERAL FINANCES

[C – 2015/03360]

26 OCTOBRE 2015. — Arrêté royal portant exécution de l'article 427 de la loi-programme du 27 décembre 2004

RAPPORT AU ROI

Sire,

L'article 427 de la loi-programme du 27 décembre 2004 permet au Roi de fixer les conditions et limites éventuelles relatives à l'application d'une augmentation ou réduction des droits d'accise sur les stocks de produits énergétiques qui ont déjà été mis à la consommation, et ce, suite à la modification de un ou plusieurs taux de droits d'accise.

Par application des articles 1<sup>er</sup> et 2 de l'arrêté royal du 26 octobre 2015 modifiant provisoirement la loi-programme du 27 décembre 2004, les taux du gasoil utilisé comme carburant sont augmentés.

Le projet d'arrêté royal que nous avons l'honneur de soumettre à Votre Majesté a pour but de fixer les conditions selon lesquelles une perception de droit d'accise spécial complémentaire devra s'appliquer aux stocks de produits énergétiques qui ont déjà été mis à la consommation, lors de l'augmentation du taux du droit d'accise spécial de gasoil utilisé comme carburant, comme prévu aux articles 1<sup>er</sup> et 2 de l'arrêté royal du 26 octobre 2015 modifiant provisoirement la loi-programme du 27 décembre 2004.

J'ai l'honneur d'être,

Sire,  
de Votre Majesté,  
le très respectueux  
et très fidèle serviteur,  
Le Ministre des Finances,  
J. VAN OVERTVELDT

FEDERALE OVERHEIDSDIENST FINANCIEN

[C – 2015/03360]

26 OKTOBER 2015. — Koninklijk besluit tot uitvoering van artikel 427 van de programmawet van 27 december 2004

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

In artikel 427 van de programmawet van 27 december 2004 wordt aan de Koning de mogelijkheid geboden om de voorwaarden en eventuele beperkingen vast te leggen met betrekking tot het toepassen van een verhoging of verlaging van de accijnzen op voorraden energieproducten die tot verbruik zijn uitgeslagen en dit bij wijziging van één of meer tarieven inzake accijnzen.

Bij toepassing van artikelen 1 en 2 van het koninklijk besluit van 26 oktober 2015 tot voorlopige wijziging van de programmawet van 27 december 2004, worden de tarieven van gasolie gebruikt als motorbrandstof verhoogd.

Het ontwerp van koninklijk besluit dat wij de eer hebben aan Uwe Majesteit voor te leggen heeft tot doel de voorwaarden vast te leggen binnen dewelke een heffing van de aanvullende bijzondere accijns dient te geschieden op de voorraden energieproducten die al in verbruik werden gesteld, bij de verhoging van het tarief van de bijzondere accijns op gasolie gebruikt als motorbrandstof zoals bepaald in artikelen 1 en 2 van het koninklijk besluit van 26 oktober 2015 tot voorlopige wijziging van de programmawet van 27 december 2004.

Ik heb de eer te zijn,

Sire,  
van Uwe Majesteit,  
de zeer eerbiedige  
en zeer getrouwe dienaar,  
De Minister van Financiën,  
J. VAN OVERTVELDT

26 OCTOBRE 2015. — Arrêté royal portant exécution de l'article 427 de la loi-programme du 27 décembre 2004

PHILIPPE, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi-programme du 27 décembre 2004, notamment l'article 427;

Vu l'arrêté royal du 26 octobre 2015 modifiant provisoirement la loi-programme du 27 décembre 2004, notamment les articles 1<sup>er</sup> et 2;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 19 octobre 2015;

26 OKTOBER 2015. — Koninklijk besluit tot uitvoering van artikel 427 van de programmawet van 27 december 2004

FILIP, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de programmawet van 27 december 2004, inzonderheid artikel 427;

Gelet op het koninklijk besluit van 26 oktober 2015 tot voorlopige wijziging van de programmawet van 27 december 2004, inzonderheid artikelen 1 en 2;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, uitgebracht op 19 oktober 2015;

Vu l'accord de Notre Ministre du Budget, donné le 23 octobre 2015;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1<sup>er</sup>, remplacé par la loi du 4 juillet 1989 et modifié par la loi du 4 août 1996;

Vu l'urgence, considérant que conformément à l'arrêté royal du 26 octobre 2015 modifiant provisoirement la loi-programme du 27 décembre 2004, les taux de droits d'accise pour le gasoil utilisé comme carburant augmentent dès le 1<sup>er</sup> novembre 2015; que le présent arrêté a pour objet de déterminer les conditions dans lesquelles doit s'effectuer une augmentation d'accise sur les stocks de produits énergétiques déjà mis à la consommation; que, dans ces circonstances, le présent arrêté doit être pris sans délai;

Sur la proposition de Notre Ministre des Finances,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1<sup>er</sup>.** § 1<sup>er</sup>. Le gasoil des codes NC 2710 1941, 2710 19 45 et 2710 19 49 visé à l'article 419, e), i) et f), i) de la loi-programme du 27 décembre 2004 qui, le jour de l'augmentation du droit d'accise spécial visée aux articles 1<sup>er</sup> et 2 de l'arrêté royal du 26 octobre 2015 modifiant provisoirement la loi-programme du 27 décembre 2004, à 0 heure, se trouve après avoir été mis à la consommation dans le pays, dans les établissements des commerçants, des dépositaires et des exploitants de station-service ou en cours de transport à destination desdits établissements, est soumis à un droit d'accise spécial complémentaire égal à l'augmentation du taux du droit d'accise spécial survenue.

§ 2. Pour l'application du § 1<sup>er</sup>, on entend par :

1<sup>o</sup> commerçant : toute personne qui est tenue de disposer d'une autorisation produits énergétiques et électricité en vertu de l'article 14, § 1<sup>er</sup>, 4<sup>o</sup> de l'arrêté royal du 28 juin 2015 concernant la taxation des produits énergétiques et de l'électricité;

2<sup>o</sup> dépositaire : toutes personnes à l'exclusion des particuliers qui ont reçu des produits énergétiques visés au § 1<sup>er</sup> et qui ne les utilisent pas pour leur seule consommation;

3<sup>o</sup> exploitant de station-service : tel que défini à l'article 14, § 1<sup>er</sup>, 5<sup>o</sup> de l'arrêté royal du 28 juin 2015 concernant la taxation des produits énergétiques et de l'électricité.

**Art. 2.** § 1<sup>er</sup>. Le droit d'accise spécial complémentaire visé à l'article 1<sup>er</sup>, § 1<sup>er</sup>, est dû par les personnes visées à l'article 1<sup>er</sup>, § 2, qui détiennent les produits énergétiques soumis à ce droit d'accise spécial complémentaire au jour de l'augmentation de l'accise.

Pour les produits énergétiques en cours de transport, le droit d'accise spécial complémentaire est dû par le destinataire si celui-ci possède la qualité d'une personne visée à l'article 1<sup>er</sup>, § 2.

§ 2. Le droit d'accise spécial complémentaire doit être payé à la succursale des douanes et accises désignée par le Ministre des Finances, au plus tard le jeudi de la semaine qui suit celle de l'augmentation du droit d'accise spécial.

**Art. 3.** Le droit d'accise spécial complémentaire fixé conformément à l'article 1<sup>er</sup>, § 1<sup>er</sup>, n'est perçu que dans la mesure où le volume imposable dépasse 1 000 litres par espèce de produit énergétique pour laquelle un taux de droit d'accise distinct est applicable.

**Art. 4.** Notre Ministre des Finances arrête les mesures d'exécution relatives à la perception de droit d'accise spécial complémentaire fixé conformément à l'article 1<sup>er</sup>, § 1<sup>er</sup>. A cet effet, il peut prescrire que les détenteurs ou les destinataires de produits énergétiques imposables doivent déclarer leurs stocks. Et, le cas échéant, qu'ils fournissent toutes informations et pièces probantes démontrant que les carburants concernés sont utilisés pour leurs propres besoins.

**Art. 5.** Le présent arrêté entre en vigueur le 1<sup>er</sup> novembre 2015.

**Art. 6.** Notre Ministre des Finances est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 26 octobre 2015.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre des Finances,  
J. VAN OVERTVELDT

Gelet op de akkoordbevinding van onze Minister van Begroting, gegeven op 23 oktober 2015;

Gelet op de wetten van de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, vervangen bij de wet van 4 juli 1989 en gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid, overwegende dat met het koninklijk besluit van 26 oktober 2015 tot voorlopige wijziging van de programmawet van 27 december 2004 de accijnstarieven van gasolie gebruikt als motorbrandstof vanaf 1 november 2015 verhogen; dit besluit tot doel heeft de voorwaarden vast te leggen binnen dewelke een verhoging inzake accijnzen op de voorraden energieproducten die al tot verbruik werden uitgeslagen zal plaatsvinden; dat, in die omstandigheden, dit besluit zonder uitstel dient te worden genomen;

Op de voordracht van Onze Minister van Financiën,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** § 1. De gasolie van de GN-codes 2710 19 41, 2710 19 45 en 2710 19 49 bedoeld bij artikel 419, e), i) en f), i) van de programmawet van 27 december 2004 die op de dag van de verhoging van de bijzondere accijns bedoeld bij artikelen 1 en 2 van het koninklijk besluit van 26 oktober 2015 tot voorlopige wijziging van de programmawet van 27 december 2004, te 0 uur na inverbruikstelling hier te lande voorhanden is in de inrichtingen van handelaars, van depothouders en van houders van een tankstation of onderweg is met bestemming naar genoemde inrichtingen, is onderworpen aan een aanvullende bijzondere accijns gelijk aan de ingestelde verhoging van de bijzondere accijns.

§ 2. Voor de toepassing van § 1 wordt verstaan onder :

1<sup>o</sup> handelaar : iedere persoon die gehouden is over een vergunning energieproducten en elektriciteit te beschikken overeenkomstig artikel 14, § 1, 4<sup>o</sup> van het koninklijk besluit van 28 juni 2015 betreffende de belasting van energieproducten en elektriciteit;

2<sup>o</sup> depothouders : alle personen met uitsluiting van particulieren, die, in welke hoedanigheid ook, de bij § 1 bedoelde energieproducten voorhanden hebben en deze niet uitsluitend voor eigen gebruik aanwenden;

3<sup>o</sup> houder van een tankstation : zoals bedoeld bij artikel 14, § 1, 5<sup>o</sup> van het koninklijk besluit van 28 juni 2015 betreffende de belasting van energieproducten en elektriciteit.

**Art. 2.** § 1. De aanvullende bijzondere accijns bedoeld bij artikel 1, § 1, is verschuldigd door de in artikel 1, § 2, bedoelde personen die de energieproducten die aan deze aanvullende bijzondere accijns onderworpen zijn, op de dag van de betrokken verhoogde accijnsheffing voorhanden hebben.

Voor de onderweg zijnde energieproducten is de aanvullende bijzondere accijns verschuldigd door de geadresseerde indien deze de hoedanigheid heeft van een in artikel 1, § 2, bedoelde persoon.

§ 2. De verschuldigde aanvullende bijzondere accijns moet worden voldaan op het door de Minister van Financiën aangewezen hulpkantoor der douane en accijnzen, uiterlijk de donderdag van de week die volgt op de week van de tariefverhoging van de bijzondere accijns.

**Art. 3.** De bij artikel 1, § 1, vastgestelde aanvullende bijzondere accijns wordt slechts geheven in de mate dat de belastbare hoeveelheid 1 000 liter overtreft en dit per soort van energieproduct waarvoor een afzonderlijk tarief van de accijnzen van toepassing is.

**Art. 4.** Onze Minister van Financiën regelt de uitvoeringsmaatregelen in verband met de bij artikel 1, § 1, bedoelde heffing van de aanvullende bijzondere accijns. Hij kan hierbij voorschrijven dat de bezitters en de geadresseerden van belastbare energieproducten aangifte moeten doen van hun voorraden en, in voorkomend geval, alle nodige inlichtingen en bewijsstukken verstrekken om aan te tonen dat de bedoelde motorbrandstoffen uitsluitend voor hun eigen behoeften worden aangewend.

**Art. 5.** Dit besluit treedt in werking op 1 november 2015.

**Art. 6.** Onze Minister van Financiën is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 26 oktober 2015.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Financiën,  
J. VAN OVERTVELDT